

« Oui la Palestine sera libérée, il n'y a pas d'autres choix »

Une rencontre avec les jeunes du camp de réfugiés palestiniens de Rashidieh (Liban, septembre 2019)

Comité Action Palestine

Les réfugiés palestiniens représentent aujourd'hui la plus ancienne et la plus importante population de réfugiés dans le monde. Sur une population palestinienne totale estimée à 12,1 millions, seuls 34% demeurent toujours sur leurs terres et dans leur maison en Palestine. On compte un total de 8 millions de réfugiés et déplacés palestiniens. Sur les 5, 5 millions de réfugiés qui bénéficient des services de l'UNRWA, un tiers vit encore dans 58 camps au Liban, en Jordanie, en Syrie, en Cisjordanie et à Gaza. Dans chaque pays d'accueil, les réfugiés disposent d'un statut particulier, et c'est au Liban que leurs droits fondamentaux sont les plus bafoués depuis 1948. Ils y sont toujours considérés comme des ressortissants étrangers disposant d'un droit de résidence temporaire. Près de 73% d'entre eux (environ 170000) vivent encore dans des camps surpeuplés et misérables, dont les entrées et sorties sont strictement contrôlées. Par ailleurs, depuis 2011, plus d'1,5 millions de Syriens se sont réfugiés au Liban où 1 personne sur 4 est un réfugié.

Alors que les Palestiniens subissent déjà et depuis toujours des discriminations très sévères en matière d'emploi (72 métiers interdits), d'éducation, de santé, d'accès à la propriété et à l'ensemble des services sociaux, le gouvernement libanais, par la voix de

son Ministre du travail Camille Abousleiman, a décidé début juillet 2019 de durcir leurs conditions d'accès au travail en exigeant l'application stricte de la loi et l'octroi d'un permis de travail à tous les étrangers, y compris les Palestiniens. Ces décisions ont alors soulevé une vague de protestations sans précédent depuis une dizaine d'années et de nombreuses manifestations de réfugiés ont eu lieu à Beyrouth, à Saida et dans l'ensemble des camps de réfugiés. Avec la crainte d'un embrasement des camps, un comité de dialogue a été mis en place entre autorités libanaise et palestinienne, mais les résultats de ces discussions tardent à venir. Alors que toutes les organisations palestiniennes se sont montrées unies pour dénoncer cette nouvelle atteinte à leur dignité, leur appel au calme et l'absence de solidarité de la part des Libanais ne sont pas faits pour calmer la colère des réfugiés, notamment des jeunes dont le seul avenir semble être un nouvel exil.

C'est dans ce contexte, que le Comité Action Palestine a rencontré en septembre dernier, dans le camp de Rashidieh, une délégation de jeunes membres de différentes organisations politiques palestiniennes. Rashidieh est l'un des douze camps de réfugiés palestiniens au Liban. Il a été établi dès 1948 au sud de la ville de Tyr, à quelques kilomètres seulement de la frontière avec la

Palestine occupée. Il

compte aujourd'hui 27 000 habitants sur 1 km². Dans les années 70, avec l'implantation de l'OLP au Liban, il était une base importante de la

résistance. En partie détruit lors de l'invasion israélienne de 1982, le camp

de Rashidieh a aussi beaucoup souffert pendant la guerre des camps. Dans les

années 85-86, le camp a été pilonné à de nombreuses reprises par la milice libanaise

Amal et soumis à un blocus total de plusieurs mois, faisant de nombreux martyrs.

Malgré la famine, les réfugiés ont refusé de quitter le camp. Depuis cette

période, l'unique entrée du camp reste sous le contrôle de l'armée libanaise,

et l'entrée des marchandises et des matériaux de construction est strictement

réglementée.

Les jeunes rencontrés oscillent

entre un profond pessimisme et l'espoir de tous les réfugiés qui est celui de rentrer

chez eux en Palestine. Dans tous leur propos, la colère est palpable.

Pour les jeunes palestiniens au

Liban, l'avenir est complètement incertain. Le sentiment d'insécurité est

grand, car ils n'ont même pas la possibilité de construire un foyer. Ils n'ont

pas non plus la possibilité de faire des études au niveau souhaité et n'ont pas

assez d'argent pour aller à l'Université. D'ailleurs, s'ils ont la chance de

faire des études, ils n'ont aucune possibilité de travailler et le taux de

chômage est très élevé. Quand ils travaillent, ils n'ont pas les mêmes droits que les Libanais. Ils sont même privés du mérite de leurs succès qui revient toujours à leur employeur ou à un Libanais. Alors, beaucoup de jeunes pensent à partir mais aucun ne le fait de bon cœur, ils n'ont pas d'autre choix.

Les réfugiés palestiniens ont un grand sentiment d'injustice, car au Liban, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays arabes, ils doivent face au racisme de la plupart des Libanais.

Les Libanais considèrent toujours les camps comme un problème sécuritaire et non comme une question humaine. Dans la crise actuelle, les médias libanais sont absents alors que les problèmes sécuritaire et sanitaire dans les camps font toujours la une des médias. Les camps peuvent être assimilés à une grande prison et les réfugiés à des détenus. Ils sont interdits aux étrangers, pourtant les réfugiés sont eux même considérés comme des étrangers.

La décision du Ministre du travail, membre du parti des forces libanaises (responsables entre autres des massacres de Sabra et Shatila), traduit une certaine vision politique au Liban, voire celle du gouvernement tout entier. Les Libanais n'ont pas exprimé de solidarité envers les Palestiniens, sauf lors de la manifestation à Saïda. Mais aucun homme politique libanais n'est venu dans les camps pour protester avec

les Palestiniens alors qu'ils n'arrêtent pas de s'exprimer sur le sujet. Dix députés libanais ont présenté une motion de censure, une commission de dialogue a été créée, mais pour l'instant rien n'a changé. Les Palestiniens se font peu d'illusions car ces mesures sont sans nul doute le résultat des pressions exercées sur le Liban dans le cadre du deal du siècle. Le Liban n'a officiellement pas participé à la conférence au Bahreïn, mais peu après cette conférence, il a pris des mesures en faveur du deal du siècle. La loi sur le travail existe depuis longtemps, mais c'est maintenant qu'un ministre ose la faire appliquer sans préciser les 3 mots les plus importants » à l'exception des Palestiniens ».

Alors que l'Etat libanais a signé toutes les conventions relatives aux réfugiés palestiniens, ils les considèrent comme des étrangers au lieu de les considérer comme des invités en attente de leur retour en Palestine. Ainsi les réfugiés palestiniens se voient interdire tout ce qui leur permettrait de résister dignement. Privés de tous leurs droits, ils sont soumis à un blocus sévère et des conditions de vie terrible, sous prétexte d'empêcher une installation définitive. Pourtant les Libanais savent très bien que les Palestiniens sont opposés à cette installation définitive et ont comme seul objectif leur Droit au Retour. Malgré tout, l'intérêt des Palestiniens n'est pas de fuir cet enfer vers un nouvel exil.

Les

Palestiniens ne doivent pas être considérés comme des étrangers. Au-delà du problème du permis de travail, c'est leur statut de réfugiés, celui de leurs droits civils et d'une vie digne et sûre qui sont en question.

Pour la première fois, on assiste à un mouvement de protestation unitaire parmi les Palestiniens, ce qui est très positif. Toutes les organisations politiques ont été associées à la commission de dialogue où tous les droits ont été reformulés. C'est une première depuis 1982 et porteur d'espoir notamment pour la question du droit du travail. Pour le reste, il faut rester prudent en raison des blocages politiques au Liban et des pressions extérieures, notamment américaines. Cela n'entame pas la détermination des jeunes. Dans les camps, tout le monde participe aux manifestations. Mais certaines organisations font pression pour que la mobilisation ne sorte pas des camps. Alors les jeunes craignent que le mouvement s'essouffle, surtout si il reste cloîtré et sans couverture médiatique. Ils peuvent aussi envisager d'autres moyens de protestation tels que le boycott des marchandises qui entrent dans les camps ou un mouvement de grève de la faim. Ils ne sont pas autorisés à manifester à l'extérieur ou bien sont privés de parole lors des rassemblements politiques libanais. Les seules manifestations autorisées à l'extérieur des camps sont celles destinées à réclamer des

visas auprès des
ambassades étrangères dont certaines exigent leur renoncement
au statut de
réfugiés en échange.

S'ils ne considèrent pas leur
lutte comme symétrique de celle de leurs frères de Gaza, car
ils ne sont pas en
conflit contre les Libanais, ils souhaitent vraiment tout
mettre en oeuvre pour
revenir à leur revendication essentielle qui est celle du
retour en Palestine. « Marcher
vers la frontière ne doit pas être considérée comme une
menace, cela deviendra
une réalité surtout si rien ne change ». Ils sont conscients
que tout est fait pour les empêcher de se
concentrer sur leur lutte nationale. Le mode de résistance
doit être adapté à
chaque période. Aujourd'hui il semble nécessaire de repenser
cette lutte de
manière globale et c'est ce à quoi les Palestiniens doivent
s'appliquer et qui
effraye tant leurs adversaires.

Si certains dénoncent l'absence de solidarité internationale,
notamment arabe, d'autres voient dans les développements
actuels une lueur d'espoir. L'entité sioniste est
politiquement faible et les Etats arabes le sont aussi, en
atteste l'étendue de leur collaboration avec les sionistes.
Mais Gaza est debout et Israël a peur de la résistance. Oui la
Palestine sera libérée, il n'y a pas d'autres choix.

Photo: Str/picture-alliance/dpa/AP

Les prisonniers palestiniens sont le terreau de l'unité nationale !

Entretien avec Seifiddin Mawaïd, le directeur de l'organisation palestinienne Muhjat al-Quds pour les prisonniers et martyrs. (Beyrouth septembre 2019)

Comité Action Palestine

Aujourd'hui, il y a 5000 prisonniers palestiniens dans les geôles sionistes, dont près de 200 mineurs et 43 femmes. Parmi eux, plus de 400 sont en détention administrative, c'est-à-dire qu'ils sont retenus sans charges officielles, ni même perspective de procès, pour des périodes de 6 mois renouvelables indéfiniment. Six d'entre eux sont actuellement en grève de la faim pour dénoncer ce régime de détention. Globalement tous les prisonniers sont des acteurs majeurs de la résistance palestinienne et leur libération est au coeur des revendications nationales. Très souvent soumis à torture lors des interrogatoires, leur lutte est quotidienne pour que leurs droits de prisonniers politiques soient respectés. Ces derniers mois, deux prisonniers palestiniens Nasser Taqatqa (31 ans) et Bassem al-Sayeh (47 ans) sont morts en prison des suites de tortures infligées ou de négligences médicales.

Alors que ce sont tous des prisonniers de guerre et que beaucoup sont arrêtés sans motif, si ce n'est que d'être membre d'une organisation politique, ils sont considérés par l'entité coloniale comme des criminels. Ainsi leur droit à la résistance est bafoué. Pourtant face à cette situation, les grandes organisations internationales des Droits de l'Homme, telles que la Croix rouge internationale ou Human Right Watch sont particulièrement silencieuses. A l'inverse lorsque la résistance capture des soldats israéliens, le monde entier se mobilise et les sionistes n'hésitent pas à déclencher la guerre pour les récupérer. Récemment le Comité Action Palestine a pu s'entretenir à Beyrouth avec Seifiddin Mawaid, le directeur de l'organisation palestinienne Muhjat al-Quds pour les prisonniers et martyrs.

Muhjat al-Quds est l'une des plus grandes organisations du mouvement national palestinien, en charge de la question des prisonniers. Son rôle est de protéger les prisonniers et leur famille en menant des actions juridiques et de communication, mais aussi en venant en aide aux familles et aux prisonniers après leur libération afin de faciliter leur réinsertion sociale.

Quelles sont les priorités actuelles relatives aux prisonniers ?

La détention administrative reste

le problème n°1. Il s'agit d'arrestations arbitraires qui ne sont suivies d'aucun jugement et sont classées sous le volet sécuritaire par la puissance occupante. Aujourd'hui le seul moyen de s'en sortir reste la grève de la faim. C'est pourquoi depuis quelques années, les prisonniers en détention administrative mènent régulièrement de telles actions. Ils suivent l'exemple de Sheikh Khader Adnan, un cadre du Jihad islamique de Jénine qui, arrêté à trois reprises depuis 2012 et placé en détention administrative, a conduit à chaque fois une grève de la faim de plus de 60 jours pour obtenir sa libération. Ces actions répétées sont extrêmement dommageables pour la santé des prisonniers car les autorités carcérales israéliennes n'y prêtent aucune attention avant 2 mois de jeûne. Cela peut être considéré comme une forme de torture et de violation grave des droits de l'Homme. Les prisonniers en grève de la faim ne reçoivent pas d'assistance médicale sauf sous forme de menaces et de chantage. Certains sont aussi placés à l'isolement et déplacés tous les 2 jours, ce qui représente une torture supplémentaire. Il ne faut oublier de citer le nombre croissant d'enfants et de femmes détenus. Plusieurs d'entre elles sont actuellement en grève de la faim.

Les négligences médicales sont également très graves. Depuis 1967, on compte près d'1 million de Palestiniens

ayant connu les geôles sionistes et aujourd'hui près de 1000 détenus sont malades. Notamment de nombreux palestiniens détenus au Sud, près de la centrale nucléaire de Dimona, sont atteints de cancer. L'absence de soins pour les prisonniers malades est une politique délibérée de la part des autorités carcérales et constitue également une forme de torture. Le décès, le 8 septembre dernier de Bassem Al Sayeh, attaché sur son lit et sans avoir été autorisé à revoir sa famille, illustre parfaitement cette politique. C'est un moyen de chantage majeur pour les sionistes. Sur 220 prisonniers morts en prison depuis 1967, 67 ont été victimes de négligence médicale. A cela s'ajoute la politique sioniste de retenir les corps des prisonniers martyrs et de ne pas les rendre à leur famille. Les lieux de détention au-delà de la mort sont appelés « cimetière des nombres ».

Par ailleurs depuis début 2019, les autorités carcérales ont décidé de durcir les conditions de détention des prisonniers palestiniens en démantelant les modes d'organisation dans les prisons, en réduisant l'accès à l'eau et à la nourriture, ainsi que les possibilités de contact avec les familles en supprimant les téléphones. Afin d'empêcher l'utilisation de téléphones mobiles, des appareils de brouillage des communications ont alors été installés entraînant un fort mouvement de protestation des prisonniers. Suite à un première vague de grève de la faim

en avril dernier, afin de dénoncer ce durcissement des conditions de détention et les systèmes de brouillage comme susceptibles, selon des experts britanniques, de causer des problèmes de cancers, les forces sionistes avaient annoncé qu'elles réinstalleraient des téléphones fixes et supprimeraient les appareils de brouillage. Mais l'accord ne fut que partiellement respecté, entraînant un nouveau mouvement de protestation en septembre suivi par plus de 100 détenus, et très fortement réprimé.

Quels sont alors les moyens d'actions de Muhjat al-Quds?

Il faut être conscient qu'Israël ne libérera aucun prisonnier sans conditions. Le seul moyen pour libérer les prisonniers palestiniens est la résistance et le fait de capturer des soldats israéliens comme monnaie d'échange, tel que ce fut le cas dans le passé. Cette stratégie est actuellement difficile à mettre en œuvre car la situation politique n'est pas favorable. On pourrait envisager, sans trop d'illusions, des pressions internationales et arabes. Mais malheureusement c'est aujourd'hui la force, et non le droit, qui triomphe. Il reste enfin à utiliser tous les espaces juridiques encore possibles en Europe, par exemple en portant plainte contre des criminels israéliens. Ce type d'actions peut également avoir un impact médiatique qui

peut éventuellement nuire aux sionistes. Parler des prisonniers et relayer leurs actions reste déterminant.

Quel rôle politique joue les prisonniers palestiniens ?

Les prisonniers jouent un rôle politique majeur. Actuellement, et ce malgré la répression, se préparent des élections internes pour nommer des représentants au sein des conseils de prisonniers. En prison, l'appartenance politique disparaît et les prisonniers sont tous des combattants de la nation palestinienne. Les prisonniers sont plus enclins à l'unité car ils vivent tous dans les mêmes conditions. Ainsi tous les prisonniers, quelle que soit leur faction, sont reconnus comme des résistants et reconnus comme tels. Beaucoup de prisonniers ont un niveau de formation élevé et contribuent à l'éducation collective en échangeant et transmettant leurs savoirs et leurs compétences. Enfin ces dernières années de nombreux prisonniers ont réussi à faire sortir du sperme des prisons, afin de perpétuer la résistance en perpétuant la vie.

Photo: prisonniers en détention administratifs, en grève de la faim

<https://www.facebook.com/SamidounPrisonerSolidarity/photos/a.376653129034846/2832377406795727/?type=3&theater>